

FLD invest S.A.

Société Anonyme

Siège social : L-1471 Luxembourg – 217, Route d'Esch

CONSTITUTION DE SOCIETE DU 22 DECEMBRE 2016 – NUMERO 577.

L'an deux mille seize, le vingt-deux décembre.

Par devant Maître Anja Holtz, Notaire de résidence à Esch-sur-Alzette,

Ont comparu :

Monsieur **François Louis Marie DUCLERT**, né le 04.10.1955 à Lille (F), demeurant 19, rue d'Epernay, L-1490 Luxembourg, divorcé selon jugement rendu en date du 03 novembre 2011, non remarié depuis, ici représenté ici représenté par Madame Gaëtane MEILLEUR, demeurant professionnellement à L-1471 Luxembourg, 217, route d'Esch en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Esch-sur-Alzette, le 16 décembre 2016, laquelle procuration après avoir été signé « ne varietur » par le comparant, tel que représenté, et le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci.

Lequel comparant, tel que représenté, a déclaré constituer une société anonyme qui sera régie par les statuts ci-après détaillés.

DÉNOMINATION - SIÈGE SOCIAL - DURÉE - OBJET - CAPITAL

Article 1 :

Il est formé par les présentes entre les personnes ci-avant qualifiées et toutes celles qui deviendraient dans la suite propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme sous la dénomination de « FLD Invest S.A. ».

Article 2 :

Le siège social de la société est établi sur le territoire de la commune de Luxembourg.

Le Conseil d'Administration est autorisé à transférer le siège social de la Société au sein de la même commune ou dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg et à modifier les Statuts en conséquence.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Article 3 :

La durée de la société est illimitée.

Article 4 :

La société a pour objet, tant à l'intérieur de la communauté Européenne que ailleurs dans le monde :

La prise de participation, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligation, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La société pourra facturer aux sociétés avec lesquelles elle entretient des liens de participation ou de filiale une rémunération d'assistance administrative, commerciale, juridique et financière.

La société pourra détenir des actions et des intérêts dans des sociétés en commandite par actions luxembourgeoises déjà constituées ou à constituer, et pourra agir comme gérant de ces sociétés.

Et, d'une façon générale, toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières ou financières se rapportant directement ou indirectement ou pouvant être utiles à cet objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

La société peut prendre toutes participations et tous intérêts dans toutes sociétés et entreprises dont l'activité serait de nature à faciliter la réalisation de son objet social.

Elle peut agir directement ou indirectement, soit seule, soit en association, participation, groupement ou société, avec toutes autres personnes ou sociétés

et réaliser sous quelque forme que ce soit les opérations entrant dans son objet.

La Société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle participe ou auxquelles elle s'intéresse directement ou indirectement, tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société peut emprunter auprès des établissements financiers tant luxembourgeois qu'européens des fonds pour le développement de l'objet social de la société.

Article 5 :

Le capital social est fixé à **TRENTE ET UN MILLE** Euros (31 000,00 €), représenté par **TROIS CENT DIX** actions (310) d'une valeur nominale de **CENT** Euros (100,00 €) chacune, et libéré en totalité.

Les actions sont au porteur ou nominatives, au choix de l'actionnaire. Les actions au porteur sont à immobiliser auprès d'un dépositaire désigné par l'administrateur unique ou le Conseil d'administration, conformément à l'article 42 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et à ses modifications ultérieures.

A la demande écrite de l'actionnaire au porteur, un certificat constatant toutes les inscriptions le concernant lui est délivré par le dépositaire. Le transfert des actions au porteur ne pourra se faire qu'en accord avec les dispositions de l'article 42 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Lorsque les actions sont nominatives, un registre des actionnaires sera tenu au siège social et tout actionnaire pourra en prendre connaissance. Ce registre contiendra la désignation précise de chaque actionnaire et l'indication du nombre de ses actions, l'indication des paiements effectués sur ses actions ainsi que les transferts des actions avec leur date.

Chaque actionnaire notifiera son adresse et tout changement de celle-ci à la Société par lettre recommandée. La Société sera en droit de se fier pour toutes fins à la dernière adresse communiquée.

La propriété des actions nominatives résultera de l'inscription dans le registre des actionnaires.

Toute cession d'actions nominatives sera inscrite dans le registre des

actionnaires par une déclaration de cession, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leur(s) fondé(s) de pouvoir ainsi que suivant les règles sur le transport des créances établies par l'article 1690 du Code civil luxembourgeois sur le transport des créances.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titre unitaire ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les conditions prévues par la Loi. Le capital pourra être augmenté ou réduit dans les conditions légales requises.

ADMINISTRATION - SURVEILLANCE

Article 6 :

S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires et prend les décisions par écrit.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner et/ou ratifier tous les actes relatifs à l'activité de la Société.

Toute assemblée générale sera convoquée conformément aux dispositions légales.

Dans la mesure où la loi le permet, le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique (le cas échéant) pourra suspendre le droit de vote de tout Actionnaire qui ne remplit pas les obligations qui lui incombent en vertu des Statuts ou de tout document précisant ses obligations envers la Société et/ou les autres Actionnaires.

Dans le cas où les droits de vote d'un ou de plusieurs actionnaires seraient suspendus conformément au présent article, ces actionnaires seront convoqués et pourront assister à l'Assemblée Générale, mais leurs actions ne seront pas prises en compte pour déterminer si les conditions de quorum et de majorité sont respectées.

Lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir pris connaissance de l'agenda de l'assemblée, ils pourront renoncer aux formalités préalables de convocation.

Un actionnaire peut être représenté à l'assemblée générale des actionnaires en nommant par écrit (ou par fax ou par e-mail ou par tout moyen similaire) un mandataire qui ne doit pas être un actionnaire et est par conséquent autorisé à voter par procuration.

Les actionnaires sont autorisés à participer à une assemblée générale des actionnaires par visioconférence ou par des moyens de télécommunications permettant leur identification et sont considérés comme présent, pour les conditions de quorum et de majorité. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à l'assemblée dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

Sauf dans les cas déterminés par la loi ou les Statuts, les décisions prises par l'assemblée ordinaire des actionnaires sont adoptées à la majorité simple des voix, quelle que soit la portion du capital représentée.

Lorsque la société a un actionnaire unique, ses décisions sont des résolutions écrites.

Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée aux fins de modifier une disposition des Statuts ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié du capital est présente ou représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées. Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une seconde assemblée peut être convoquée, dans les formes prévues par les Statuts ou par la loi. Cette convocation reproduit l'ordre du jour, en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée délibère valablement, quelle que soit la proportion du capital représenté. Dans les deux assemblées, les résolutions, pour être valables, doivent être adoptées par une majorité de deux tiers des Actionnaires présents ou représentés.

Les actionnaires peuvent changer la nationalité de la société par décision prise en assemblée générale des actionnaires prises dans les règles requises pour la modification des statuts.

Cependant, l'augmentation ou la réduction des engagements des actionnaires ne peuvent être décidées qu'avec l'accord unanime des actionnaires et sous réserve du respect de toute autre disposition légale.

Article 7 :

Le conseil d'administration désigne parmi ses membres un président ; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre Administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex, téléfax, ou e-mail étant admis.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex, téléfax ou e-mail.

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des voix ; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Article 8 :

Le Conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La délégation à un membre du Conseil d'Administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Article 9 :

Tout Administrateur qui a un intérêt opposé à celui de la Société, dans une opération soumise à l'approbation du Conseil d'Administration, est tenu d'en prévenir le conseil et de faire mentionner cette déclaration dans le procès-verbal de la séance. Il ne peut prendre part à cette délibération. Lors de la prochaine assemblée générale, avant tout vote sur d'autres résolutions, il est spécialement rendu compte des opérations dans lesquelles un des Administrateurs aurait eu un intérêt opposé à celui de la Société.

En cas d'un Actionnaire Unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son Administrateur ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Article 10 :

L'Administrateur délégué a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

La société se trouve engagée par la signature individuelle de l'Administrateur

délégué.

Article 11 :

La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

ANNÉE SOCIALE - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Article 12 :

L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Article 13 :

Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales.

Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion ; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Article 14 :

L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Article 15 :

L'assemblée générale décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prévues par la loi.

Article 16 :

L'assemblée générale annuelle se réunit, le premier mercredi du mois de juin à 17 heures et pour la première fois en l'an 2018 au siège social de la société ou à tout autre endroit à désigner dans les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour

ouvrable suivant.

Article 17 :

La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi que les modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le trente-et-un décembre deux mille dix-sept.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, le comparant pré-qualifié déclare souscrire les actions comme suit :

Monsieur François Duclert, ci-avant nommé310 actions

Total : Trois cent dix actions310 actions

Toutes les actions ont été libérées en totalité par des versements en espèces, de sorte que la somme de TRENTE ET UN MILLE Euros (31.000,00 €) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné.

Déclaration

Le notaire, rédacteur de l'acte, déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Les parties comparantes évaluent les montants des frais, dépenses, rémunérations ou charge sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution, à la somme de mille Euros (1.000,00 €) approximativement.

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Et à l'instant le comparant, pré-qualifié, représentant l'intégralité du capital social, s'est constitué en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaît dûment convoqué, et, après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, il a pris, les résolutions suivantes :

Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.

1. Sont appelés à la fonction d'administrateur :

- a. Monsieur **Serge ATLAN**, né le 27 janvier 1953 à Batna (Algérie), professionnellement à L-1471 Luxembourg, 217 route d'Esch;
- b. Madame **Gaëtane MEILLEUR**, née le 12 mars 1970 à Schaerbeek (B), demeurant professionnellement à L-1471 Luxembourg, 217 route d'Esch;
- c. Monsieur **François DUCLERT**, précité.

Les mandats des administrateurs seront exercés à titre gratuit.

2. Est appelé à la fonction de Commissaire :

- **R.I.S. Cie S.A.**, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B138.374, dont le siège social est situé 217, route d'Esch, L-1471 Luxembourg.

Les mandats des Administrateurs et Commissaire prendront fin à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle de l'an deux mille vingt-deux (2022).

3. Le siège social de la société est établi à L-1471 Luxembourg, 217 route d'Esch.

Réunion du Conseil d'Administration

Et à l'instant s'est réuni le Conseil d'Administration de la société « FLD INVEST S.A ».

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Administration décide de déléguer la gestion journalière de la société à Madame Gaëtane MEILLEUR précitée. Vis-à-vis des tiers, la société sera valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de l'administrateur- délégué.

Dont acte.

Fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête.

Après lecture du présent acte à la mandataire du comparant, connue du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, elle a signé avec Nous, Notaire, le présent acte.

(Signé) : G. Meilleur, Anja Holtz.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 23 décembre 2016 – EAC/2016/30147 – Reçu soixante-quinze euros = 75 €.- Le Receveur (signé) : A. Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME

Délivrée aux parties pour servir à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 10 janvier 2017.